



Convention d'occupation de salle communale

La **Commune de FOUR**, représentée par Monsieur Jean PAPADOPULO, Maire de la Commune, domiciliée 32 grande rue- 38080 Four,

Ci-après dénommée la COMMUNE,
D'une part,

ET

L'association /Entreprise

.....

Demeurant

.....

Représentée par M. – Mme

.....

Autorisé(e) par décision en date du

.....

Téléphone : / / / / - Portable : / / / /

Mail :

Référent joignable par téléphone le jour de la manifestation :

Nom :

Téléphone portable :

Ou le particulier :

M – Mme

Demeurant

.....

Téléphone : / / / / - Portable : / / / /

Mail :

Référent joignable par téléphone le jour de la manifestation :

Nom :

Téléphone portable :

OU Autre organisme de droit public :

.....

Demeurant

.....

Représentée par M. – Mme

.....

Téléphone : / / / / - Portable : / / / /

Mail :

Référent joignable par téléphone le jour de la manifestation :

Nom :

Téléphone portable :

Ci-après dénommée le PRENEUR,
D'autre part.

Article 1 : Objet

La COMMUNE met à disposition du PRENEUR la salle municipale dénommée

- Le GYMNASSE, situé rue de la Luminière
- Le FOYER, situé rue de la Luminière
- La SALLE DE L'ETAGE, située rue de la Luminière
- La SALLE ASSOCIATIVE, située rue de la Luminière
- La MAISON POUR TOUS, située rue de la Luminière

à Four.

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public communal. Elle est faite à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'Intérêt Général.

Elle détermine les conditions dans lesquelles la salle précitée doit être utilisée par les usagers qui sollicitent la mise à disposition.

Article 2 : Nature de la présente convention

Les locaux objets des présentes font partie du domaine public de la Commune. La mise à disposition cesserait en cas de nécessité d'Intérêt Général.

La présente convention est un contrat de droit administratif. Elle ne saurait en aucun cas être considérée comme relevant d'un quelconque régime de droit privé, et notamment d'un statut de bail d'habitation ou de bail commercial.

Elle ne constitue en rien une délégation ou concession de Service Public.

Article 3 : Organisateur

L'organisateur précité a justifié de son identité et de son domicile.

Pièces à présenter obligatoirement :

- Carte d'identité ou passeport
- Justificatif de domicile (sauf association)
- L'attestation d'assurance (Cf 4.4 du règlement d'occupation des salles)
- La caution
- Le chèque de règlement éventuel.

Ces pièces sont annexées à la convention.

Article 4 : Utilisation

La mise à disposition de la salle objet des présentes est consentie :

Du ____ / ____ / ____ au ____ / ____ / ____ soit jours.

Pour l'organisation de :

.....

Toute activité ne pourra être exercée qu'avec l'accord expresse du Maire, et sous réserve qu'elle soit compatible avec l'Ordre Public et l'affectation des lieux.

Le tableau ci-dessous indique pour chaque salle le nombre de personne maximal à ne pas dépasser :

Gymnase	Foyer	Salle associative	Maison pour tous	Salle du village
893	130	55	107	20

L'organisateur se portera garant du non-dépassement de ce nombre.

Article 5 : Etat des locaux

Le PRENEUR prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance. Il déclare bien connaître les lieux pour les avoir vus et visités à sa convenance. Il devra les tenir ainsi pendant toute la durée de la mise à disposition, et les rendre en bon état à l'expiration de la convention.

Un état des lieux contradictoire sera dressé le vendredi (la veille de la location) à 13h30 et annexé aux présentes. (Annexe 5 – Etat des lieux)

Un état des lieux de sortie sera effectué à l'issue de la mise à disposition le lundi matin. Le rendez-vous sera pris entre 7h45 et 9h00.

Le PRENEUR devra aviser immédiatement la COMMUNE de toute réparation à la charge de cette dernière dont elle sera à même de constater la nécessité sous peine d'être tenue responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

Article 6 : Caution

A la réservation, un chèque de caution de mille euros (1 000) € sera déposé par le PRENEUR à l'ordre du Trésor Public.

Le chèque sera restitué si le nettoyage a bien été effectué, et si aucune dégradation n'a été constatée.

Article 7 : Redevance

La réservation de la salle est soumise au paiement d'une redevance conformément aux tarifs annexés à la présente convention. **(ANNEXE 3 - Tarifs)**

Le PRENEUR devra déposer un chèque correspondant au prix applicable **15 jours francs avant la mise à disposition**, à l'ordre du Trésor Public.

Article 8 : Rangement

Le preneur veillera à respecter le protocole de rangement du matériel mis à disposition par la commune.

Article 9 : Hygiène

Les bénéficiaires d'une salle municipale sont tenus de rendre les lieux dans un état de propreté convenable. Ils veilleront notamment à vider les poubelles et évacuer les déchets dans les containers adaptés. Le recyclage du verre est obligatoire. L'enlèvement des déchets reste à la charge de l'occupant.

L'électroménager, le mobilier, et les plans de travail devront être nettoyés. Les chasses d'eau devront être tirées.

Article 10 : Cession et sous-location

La présente convention étant consentie *intuitu personae* (pour cette personne uniquement et pour elle seule), toute cession de droits est interdite.

De même, le PRENEUR s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement.

Article 11 : Assurance

Le PRENEUR devra se faire garantir, auprès d'une compagnie d'assurance, l'ensemble des risques résultant de son activité (notamment contre les risques responsabilité civile, d'incendie, d'explosion, etc.). Il devra être en mesure de justifier à tout moment de cette garantie (CF règlement intérieur annexé)

Par ailleurs, le PRENEUR s'engage à aviser immédiatement la COMMUNE de tout sinistre.

Article 12 : Responsabilité

Le PRENEUR sera personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention et de ses annexes, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

Le PRENEUR répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'il en aura la jouissance et commises tant par lui que par ses membres ou préposés.

Article 13 : Obligations générales du PRENEUR

Le PRENEUR déclare avoir pris connaissance et accepter les termes du règlement intérieur (**ANNEXE 4 -règlement Utilisation de la salle**)

Le PRENEUR veillera à jouir de la salle mise à disposition en bon père de famille. Il laissera les lieux dans l'état où il les aura trouvés. En cas de problème ou de dysfonctionnement, il doit en informer immédiatement la mairie.

Le PRENEUR doit prendre connaissance des consignes générales de sécurité et les respecter ; repérer l'emplacement des dispositifs d'alarme et des moyens d'extinction d'incendie, ainsi que les issues de secours.

Il devra également prendre connaissance, le cas échéant, du dispositif de limitation du bruit. Par ailleurs, il est formellement interdit de procéder à une quelconque modification des lieux, ou encore d'utiliser les locaux à des fins non conformes à l'utilisation d'occupation.

Maintien de l'ordre

Les utilisateurs devront prendre leurs précautions pour ne pas troubler la tranquillité du voisinage.

Ils s'interdiront tout acte à caractère raciste, antisémite ou xénophobe, et tout acte pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens. Ils n'utiliseront pas d'appareil dangereux, ne détiendront pas de produits explosifs ou inflammables autres que ceux d'un usage domestique courant. Ils ne devront pas se livrer à des actes d'ivrognerie ou d'immoralité notoirement scandaleuse.

Les associations et organismes observeront par ailleurs les règlements sanitaires départementaux, ainsi que les réglementations nationales et locales concernant les débits de boisson.

Article 14 : Clause résolutoire

En cas de non-respect par le PRENEUR d'une des obligations contenues dans la présente convention ou dans une de ses annexes, celle-ci sera résiliée de plein droit. Ce retrait entraînera la cessation de la manifestation et l'évacuation immédiate des lieux sans aucune indemnisation ;

En outre, la Commune se réserve le droit de refuser ultérieurement la location de la salle à l'utilisateur fautif.

La présente convention pourra également être résiliée sans délais et à tout moment pour cas de force majeure.

Article 15 : Clause attributive de juridiction

Pour quelque litige que ce soit, relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties font attribution de juridiction au Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait en 2 exemplaires,
A Four Le / /

Pour la Commune
Le Maire, Jean Papadopulo

Le preneur